

Arzew

Renforcement du dispositif de lutte contre les inondations

K. A.

La commune d'Arzew vient de renforcer son dispositif de lutte contre les inondations, à travers le lancement d'importants travaux de drainage et de curage d'avaloirs. Ces travaux ont été lancés dans le quartier populaire d'El Guetna, du centre-ville et dans d'autres artères où l'on signalait une accumulation d'eaux pluviales. Plusieurs séances de travail, regroupant les services techniques de l'APC et des élus locaux, ont été tenues afin de recenser les points noirs et remédier au problème d'accumulation des eaux de pluies, dans certains axes et quartiers de la ville, indique-t-on du côté de l'APC. Ces opérations d'entretien

ont été, donc, menées en amont et notamment sur cinq oueds. Ceux-ci ont été touchés par cette opération de lessivage et des travaux d'assainissement des conduites des eaux pluviales ont été lancés. Outre ces dispositions, des équipes d'urgence pour des interventions rapides seront mises en place pour déboucher les regards et surtout cerner le problème d'accumulation des eaux de pluies. En axant sur l'impact de ces travaux de drainage et d'entretien en prévision de l'hiver, nos sources indiquent que tous les points noirs ont été recensés et une enveloppe supplémentaire de 35 millions de dinars serait nécessaire pour en cerner le problème et en finir avec ces points noirs. Au niveau de la wilaya

d'Oran, une série de dispositions est désormais prise. Une opération de recensement de toutes les habitations construites à proximité des oueds et au-dessus des falaises a été lancée. Cette campagne vise à éviter les catastrophes liées aux changements climatiques. Les inondations qu'a connues, il y a plus d'une année, la localité de Sidi Chahmi, relance le débat autour du dispositif de protection des zones à risques. Les dernières décisions de la wilaya recommandent l'élaboration d'une cartographie détaillée de toutes ces localités où le risque des catastrophes est omniprésent. Dans cette optique, toutes les communes de la wilaya ont été instruites pour recenser ces habitations et présenter des fiches techniques pour des projets de préservation des sites et des zones inondables.

La wilaya avait consacré une enveloppe de 70 milliards de centimes pour la protection de la zone de Sidi Chami, avec la réalisation de retenues collinaires dont les eaux seront réutilisées pour l'irrigation des terres.

سيدي بن ببقى 6 ملاير سننيم لتهيئة الهياكل القاعدية

اهتراء الطرقات و غياب قنوات الصرف و غيرها من المشاكل التي تعاني منها أحياء بلدية سيدي بن ببقى و من المنتظر أيضا أن يتم خلال السداسي الأول من السنة المقبلة في توزيع 320 سكن التي هي حاليا في طور الانجاز و يتعلق الأمن بسكان دوار « المروك » و دوار القصبة الذين يعيشون في القصدير منذ سنوات طويلة. علما أنه خلال السنة الجارية م. أمينة

تهيئة الشبكة خاصة و أنها تتحول مع تساقط الأمطار الى برك من المياه تصعب سير الراجلين و حتى أصحاب المركبات كما باشرت أيضا مصالح البلدية بوضع البالوعات تجنباً لركود مياه الأمطار و يتعلق الأمر بحي 190 سكن و حي 72 سكناً مضيافاً أن اجتماع مرتقب خلال الأيام المقبلة لتجاوز النقائص منها انعدام المساحات الخضراء و

باشرت هذه الأيام بلدية سيدي بن ببقى في عمليات تهيئة وصيانة العديد من الهياكل القاعدية بغلاف مالي يقدر 6 ملايين سننيم في إطار برنامج التنمية المحلية الذي يهدف الى تحسين المستوى المعيشي للمواطن و حسب رئيس بلدية سيدي بن ببقى فان العديد من الأحياء تعرف طرقاتها اهتراء كبيراً منها حي 155 سكن و 220 سكن حيث تكفلت البلدية بإعادة

RÉUNION MINISTÉRIELLE INFORMELLE (PRÉ-COP21) **Abdelouahab Nouri représentera l'Algérie**

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, participera aujourd'hui et jusqu'au 10 novembre à la réunion ministérielle informelle (Pré-COP21), prévue à Paris, en préparation de la 21^e Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques COP21. Cette pré-COP21, qui est une réunion politique qui rassemblera près de 80 ministres, comprendra des ateliers et des sessions plénières. L'objectif n'étant pas de négocier le texte de la plate-forme de Durban pour une action renforcée (ADP) tenu lors de la dernière session à Bonn, mais d'orienter la politique nécessaire pour le processus de négociation de l'ADP. A trois semaines de l'ouverture de la COP21, cette pré-COP21 doit être un moment d'impulsion politique afin d'identifier de possibles compromis. Cette pré-COP21

ne sera pas l'occasion de renégocier le texte adopté à Bonn, mais de préparer la reprise des négociations à l'ouverture de la Conférence de Paris, sur la base des compromis qui auront été identifiés dans ce cadre. Quatre thèmes principaux ont été choisis : l'ambition de l'accord ; son équité ; les financements à mobiliser après 2020 et les actions concrètes qui doivent être entreprises d'ici 2020. Les propositions devraient aider l'ADP de faire des progrès au cours de la première semaine de Paris, en vue d'un accord ambitieux et équitable. Il s'agirait également de la dernière ligne droite de la réunion préparatoire avant la Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques COP21. Seront présents également à cette rencontre, Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-



cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi que les deux co-présidents du groupe « ADP », Ahmed Djoghla et Dan Reifsnnyder. Janos Pásztor représentera le Secrétaire général des Nations unies, aux côtés de Mary Robinson, envoyée spéciale pour le climat des Nations unies. Les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre seront représentés, parmi lesquels

les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Union européenne et plusieurs de ses membres, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Indonésie, la Russie, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe. De nombreux pays particulièrement vulnérables au changement climatique comme le Bangladesh, les petits Etats insulaires en développement ou encore le Niger sont également invités. De ce fait, les dirigeants de 195 Etats sont attendus à Paris pour tenter d'aboutir à un accord visant à contenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle. "La lutte contre le changement climatique est une lutte pour la survie de l'humanité. Le prix pour nos faillites aujourd'hui sera payé par les générations prochaines", a dans ce contexte affirmé récemment le président du Parlement européen, M. Martin Schulz. Celui-ci s'est félicité de la prise

de conscience de la Chine (premier pays émetteur de gaz à effets de serre) qui a "considérablement progressé". La Chine, responsable de 25% des émissions, a promis de les stabiliser en 2030. Européens et Chinois "sont entièrement d'accord sur le fait que ce sera un moment décisif (...) pour le développement mondial, et la Chine comme l'Union européenne sont résolues à obtenir à Paris un accord consensuel et contraignant sur des objectifs climatiques", a-t-il encore affirmé. L'UE a adopté le 7 mars sa contribution à la conférence de Paris, en s'engageant à réduire d'ici à 2030 d'au moins 40% ses émissions de gaz à effet de serre, par rapport à 1990. Les Etats-Unis, qui représentent 12% des émissions mondiales, ont annoncé quant à eux leur intention de les réduire de 26 à 28% en 2025 par rapport à leur niveau de 2005.

M. Mendaci

RENCONTRE MINISTÉRIELLE PRÉPARATOIRE DE LA 21^E CONFÉRENCE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Abdelouahab Nouri aujourd'hui à Paris

Le ministre des Ressources en eau, et de l'Environnement, M. Abdelouahab Nouri, effectuera dès aujourd'hui une visite officielle de travail à Paris à l'effet de participer aux travaux de la rencontre ministérielle préparatoire de la 21^e Conférence de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Paris en décembre 2015.



Cette pré-Cop 21 sera donc l'occasion pour le ministre d'échanger avec ses homologues les derniers développements du futur accord sur le climat attendu durant la COP 21. Pour lutter contre les changements du climat, l'Algérie s'est engagée notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans une fourchette allant de 7 à 22% et la consommation de l'énergie électrique à hauteur de 9% et à augmenter la part des énergies renouvelables dans la production de l'électricité à hauteur de 27% à l'horizon 2030.

D'autre part, le gouvernement a lancé également un programme de reconversion de plus d'un (1) million de véhicules légers au gaz de pétrole liquéfié carburant (GPL) et de plus de 20 000 bus au gaz naturel comprimé (GNC) ainsi qu'un programme de logements à haute efficacité énergétique.

INSTALLATION DU COMITÉ NATIONAL CLIMAT

Mieux encore, le Comité national chargé du suivi des stratégies de lutte contre les changements climatiques et ses effets sur le développement en Algérie, Comité national Climat, a été installé au mois de juillet dernier à Alger.

Présidé par le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, ce comité est composé des représentants des ministères, respectivement, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Énergie, de l'Industrie et des Mines, de l'Agriculture et du Développement rural, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que du représentant du Conseil national économique et social (Cnes).

L'objectif de ce comité est d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et des plans d'actions nationaux concernant les changements climatiques, a-t-on expliqué lors de la cérémonie d'installation.

Il aura également à proposer toute mesure qu'il jugera nécessaire pour assurer la mise en œuvre des engagements contractés par l'Algérie au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ou des décisions prises par le gouvernement sur ces questions.

Instaurée sur décision du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors de la réunion spéciale du Conseil interministériel, tenue le 7 juillet en cours et dédiée aux changements climatiques, cette nouvelle structure sera aussi le cadre approprié de validation des documents qui seront soumis par l'Algérie aux institutions internationales.

Elle sera chargée, ainsi, de la préparation de la participation algérienne à la 21^{ème} Conférence des parties de la Cnucc (COP 21), qui se tiendra du 30 novembre

au 11 décembre 2015 à Paris, à travers notamment l'élaboration de la contribution de l'Algérie à cette conférence mondiale. Lors de la cérémonie d'installation du comité, M. Nouri a estimé qu'il est nécessaire, par ailleurs, que l'intégration de la dimension environnementale et climatique dans les processus de planification des différents secteurs soit "systématisée" compte tenu de leurs effets sur l'économie nationale.

"Nous devons non seulement nous préparer à faire face aux effets des changements climatiques sur nos écosystèmes, mais aussi apprécier à leur juste valeur, et dès maintenant, les implications économiques, financières et sociales d'un nouveau régime climatique contraignant" lors de la conférence internationale COP 21 de Paris, a-t-il avisé.

Pour M. Nouri, la marge de manœuvre de l'Algérie est "faible" et ses vulnérabilités exigent une approche "pragmatique". Et c'est dans ce sens que le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement a organisé au mois de juillet dernier une rencontre nationale de concertation et de dialogue avec les parties prenantes sur la contribution de l'Algérie à la COP21.

Cette concertation a été engagée avec les représentants institutionnels, les acteurs économiques, les représentants des associations socioprofessionnelles et ceux de la société civile, les experts et universitaires ainsi que les médias.

Ainsi le ministre des Ressources en eau et de l'environnement, Abdelouahab Nouri, a déclaré lors de la rencontre nationale de concertation sur les changements climatiques que "Notre objectif est de faire participer toutes les parties prenantes que sont les institutions, les organisations socioprofessionnelles et de la société civile, les experts à un débat sur notre Contribution nationale de manière à parvenir à Paris à un accord qui préserve les intérêts de notre pays". Cette rencontre s'est tenue en présence de plusieurs membres du gouvernement, du président du Conseil national économique et social (Cnes) Mohamed-Séghir Babès, du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) Abdelmadjid Sidi-Saïd, de walis, de présidents des assemblées populaires de wilayas (APW), des représentants d'organisations patronales et d'associations environnementales ainsi que des ambassadeurs étrangers en Algérie.

CONTRIBUTION DE L'ALGÉRIE À LA CONFÉRENCE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PRÉVUE À PARIS

La contribution nationale a été donc remise aux Nations-unies après validation du Comité national Climat et adoption du

l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Ségolène Royal, a effectué une visite de deux jours à Alger dans le cadre de la préparation de la Conférence internationale sur le réchauffement climatique (COP 21) prévue à Paris.

L'ALGÉRIE ET LE FONDS VERT DE L'ONU POUR LE CLIMAT

Et vers la fin de ce même mois d'octobre dernier, la Directrice exécutive du Fonds vert de l'ONU pour le climat, Mme Hala Cheikhrouhou, a indiqué lors de sa visite à Alger que le démarrage opérationnel de ce Fonds, prévu la semaine d'après, constituait une opportunité pour l'Algérie pour le financement de ses projets de lutte contre les changements climatiques.

"Le démarrage opérationnel du Fonds est une opportunité pour l'Algérie de choisir parmi les projets prioritaires qu'elle souhaite proposer au financement par le Fonds", a déclaré Mme Chikhrouhou à l'issue d'une réunion avec le ministre des Ressources en eau et de l'environnement, Abdelouahab Nouri. Créé en 2010, le Fonds vert de l'ONU pour le climat est le mécanisme financier rattaché à la Convention-cadre de l'ONU pour les changements climatiques (CCNUCC). Mme Cheikhrouhou a fait savoir que le conseil du Fonds allait se réunir pour identifier les projets initiaux à financer de certains pays: "C'est maintenant que la coopération entre l'Algérie et le Fonds doit s'accélérer", a-t-elle ajouté.

A ce propos, elle a affirmé que l'Algérie est l'un des pays disposant d'une "stratégie claire" en matière de lutte contre les changements climatiques et de la réduction des gaz à effet de serre.

Doté de plus de 10 milliards de dollars actuellement, le Fonds "commence à investir dans les pays en voie de développement", selon la même responsable.

Pour sa part, M. Nouri a indiqué avoir discuté avec Mme Cheikhrouhou des modalités et des perspectives de coopération ainsi que des possibilités d'accompagnement qu'offre ce mécanisme de l'ONU pour les pays afin de mettre en œuvre leurs politiques respectives de lutte contre les changements climatiques.

"Nous allons consolider notre coopération avec cette institution afin de bénéficier des financements nécessaires", a-t-il dit en rappelant que l'Algérie, concernée par les effets du dérèglement du climat, dispose d'une "politique claire" en matière de lutte contre ce phénomène.

Saïd B.

Réunion ministérielle précédant la COP21 **Nouri** **se rend à Paris**

LE MINISTRE des Ressources en eau et de l'environnement, Abdelouahab Nouri, prendra part, du 8 au 10 novembre à Paris, à une réunion préparatoire en prévision de la tenue, dans la même ville, de la conférence de l'ONU sur le climat (COP21), a indiqué hier un communiqué du ministère. M. Nouri participera aux travaux la réunion ministérielle informelle (Pré-COP) qui précédera la COP21 (prévue du 30 novembre au 11 décembre 2015), selon la même source. Cette pré-COP sera une réunion politique, qui rassemblera près de 80 ministres, et comprendra des ateliers et des sessions plénières, indique-t-on. Selon le ministère, l'objectif n'est pas de négocier le texte de la plateforme de Durban de 2011 pour une action renforcée (ADP) et examiné dernièrement à Bonn, mais d'orienter la politique nécessaire pour le processus de négociation de l'ADP. Les propositions devraient aider l'ADP à faire des progrès en vue d'un accord ambitieux et équitable. Il s'agirait de la dernière réunion préparatoire avant la COP21, ajoute le communiqué.

R. N.

Médéa

Vers une meilleure valorisation du potentiel hydro-agricole

■ Des efforts doivent être entrepris pour augmenter la superficie irriguée, qui ne représente que 3,6% de la surface agricole utilisée, soit l'équivalent de 13 024 ha, sur un total de 338 000 ha.

Par Salim L./APS

De nouvelles mesures devraient être prises «prochainement» pour assurer une meilleure valorisation du potentiel hydro-agricole de la wilaya de Médéa, a annoncé le wali, Mustapha Layadhi. Il a cité, à cet égard, le lancement d'une série d'actions destinées à «booster» l'activité agricole dans la wilaya, avec en priorité l'optimisation de l'infrastructure hydro-agricole, composée de 34 petits barrages et retenues collinaires, 834 forages et 1 147 puits, la réhabilitation des ouvrages hydriques importants, le renforcement des capacités de stockage à travers la programmation de nouvelles infrastructures hydrauliques et l'extension des périmètres irri-

gués. Concernant l'extension des périmètres agricoles irrigués, il a indiqué, lors d'un conseil de l'exécutif consacré à cette question, que «des efforts doivent être entrepris» pour augmenter la superficie irriguée, qui ne représente que «3,6% de la surface agricole utilisée, soit l'équivalent de 13 024 ha, sur un total de 338 000 ha». Autres solutions suggérées, la réalisation de nouveaux réseaux d'irrigation, qui vont profiter, soit aux périmètres déjà en exploitation ou encore dans la perspective de création de périmètres supplémentaires dans des régions à fort rendement agricole. La gestion du potentiel hydro-agricole de la wilaya, dont près de 48% est utilisé en irrigation gravitaire, «devrait être également revue», a insisté M. Layadhi,



mettant l'accent sur la nécessité «d'inverser la tendance actuelle», en donnant la priorité au système d'irrigation par goutte-à-goutte, moins consommateur d'eau, et de veiller à une meilleure répartition géographique des ressources hydriques réservées à l'agriculture. Il a exhorté, à cet effet, les responsables des secteurs concernés à la mise en place

d'un plan d'action susceptible d'optimiser l'infrastructure existante. L'objectif d'une telle démarche est de «trouver la formule adéquate qui permettra de préserver les ressources hydriques locales et de garantir la pérennité des infrastructures hydro-agricoles de la wilaya», a-t-il souligné.

S. L./APS

نوري يشارك في الاجتماع التحضيري لندوة حول المناخ



سيشارك وزير الموارد المائية والبيئة عبد الوهاب نوري، من 8 إلى 10 نوفمبر الجاري، بالعاصمة الفرنسية باريس، في الاجتماع التحضيري لندوة الأمم المتحدة حول المناخ، بحسب ما أكدته، أمس، بيان للوزارة.

وسيحضر الوزير أشغال الاجتماع الوزاري غير الرسمي الذي يسبق الندوة الدولية حول المناخ التي ستعقد من 30 نوفمبر إلى 11 ديسمبر 2015.

وسيعرف هذا الاجتماع السياسي - وهو الأخير قبل الندوة الدولية - مشاركة قرابة

80 وزيرا، كما ستنظم ورشات وجلسات علنية، بحسب بيان الوزارة.

وأوضح نفس المصدر، أن هدف هذا الاجتماع يكمن في توجيه السياسة الضرورية لمسار المفاوضات وليس

التفاوض حول نص أرضية دوربان 2011 من أجل عمل موحد الذي درس مؤخرا في بون.

ومن الممكن أن تساعد اقتراحات هذا الاجتماع التحضيري، على تحقيق تقدم في نص الأرضية من أجل اتفاق طموح وعادل.